

SAINT-GILLES

Bilan d'un an de partage d'énergie solaire

Les membres du comité « SunSud », un projet initié par la Société immobilière de service public Foyer du Sud, ont dévoilé les résultats d'un an de partage d'énergie solaire dans un logement social de Saint-Gilles mercredi à la maison communale.



Un an de partage à l'énergie solaire. © FB

Le projet était porté par un groupe de locataires, accompagné par les associations Energie Commune et City Mine(d), et également soutenu par Bruxelles Environnement ainsi que la commune de Saint-Gilles.

106 panneaux solaires ont été installés sur le toit de l'immeuble des numéros 22, 24 et 26 de la rue Volgaert sur une surface de 195 mètres carrés. L'électricité produite par les panneaux solaires est principalement utilisée dans les « communs » (ascenseur, éclairage des halls) et par les logements ayant pris part au projet (22 à l'heure actuelle). Ce qui n'est pas utilisé sur place est redistribué vers le réseau public.

« On doit continuer dans la direction de ce projet de partage d'énergie. On doit sortir de la dépendance aux énergies fossiles », explique Alain Maron. « L'avenir énergétique de la Belgique et de

l'Europe passe par le renouvelable. Pour ça, il faut produire localement. »

En 2022, cette électricité « verte » constituait 40 % de la consommation des communs de l'immeuble. Cela s'est traduit par 4.000 euros d'économie sur les charges, 40 euros d'économie par locataire. En moyenne, les participants ont observé une économie de 15 % sur leur facture d'électricité.

« Les locataires peuvent être acteurs du changement », indique Nawal Ben Hamou. « Je souhaite que cela incite d'autres locataires à se lancer dans des projets similaires », poursuit-elle. La secrétaire d'Etat a également expliqué qu'en collaboration avec la SLRB, un appel à projet pour poser des panneaux photovoltaïques a été lancé. 9500 logements pourraient en bénéficier, d'après la secrétaire d'Etat. ■

B.

WOLU.-ST-LAMB. Woluwe-Saint-Lambert octroie une aide d'urgence à la Croix-Rouge de Belgique

Sur proposition du collègue, à l'initiative du bourgmestre Olivier Maingain et de Philippe Jaquemyns, échevin chargé de la Solidarité internationale, le conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, lors de sa séance du 13 février, a décidé de répondre à l'appel aux dons lancé par la Croix-Rouge de Belgique et d'octroyer un subside de 4.000 euros via le budget créé afin de soutenir les initiatives d'ONG dans le cadre de situations d'urgence.

Ce faisant, le conseil communal souhaite, au nom des habitants de Woluwe-Saint-Lambert, se joindre à l'incroyable élan de générosité porté par de nombreux citoyens à la suite du drame survenu dans les régions sinistrées de Turquie et de Syrie. ■

BRUXELLES-MIDI Les accompagnateurs de train ont repris le travail

Concrètement, le syndicat plaide pour une augmentation des effectifs au sein de Sécurail, le service de sécurité au sein des gares et des trains, et une présence accrue de personnel dans les trains circulant le matin et le soir.

Par ailleurs, Pierre Lejeune souligne également la nécessité d'une meilleure complémentarité entre Sécurail, la police des chemins de fer et les zones de police. « Aujourd'hui, lorsqu'un accompagnateur est confronté à une agression, il y a encore beaucoup trop d'attente avant l'intervention de la police. » La mise en place de sanctions plus dissuasives est également souhaitée. ■

SUDINFO AVEC BELGA

ANDERLECHT

L'augmentation du tarif des salles de sport ne plaît pas au PTB

L'augmentation des tarifs sera sur la table du conseil communal anderlechtois. Les redevances de location vont être revues de 20 à 40 %.

C'est énorme, on dépasse de loin l'inflation. Il y a une atteinte à l'accès au sport pour tous, une atteinte au rôle que doit jouer un service public », s'offusque Giovanni Bordonaro, chef de groupe PTB à Anderlecht. Le PTB pointe les finances anderlechtoises. « Le Collège estime donc qu'il peut mettre

en danger l'accès au sport pour tenir l'équilibre budgétaire. C'est un choix politique inacceptable. Une commune qui compte autant de jeunes, pour beaucoup dans des situations très modestes ou précaires, ne peut pas appliquer de telles décisions. »

Pour Giovanni Bordonaro, « il n'y a pas assez de terrain de sport en libre accès. Donc beaucoup ont recours à la location de ses salles communales pour pratiquer. Ces nouveaux tarifs vont clairement être un frein ». ■



La salle Henri Simonet. © A.L.

MOLENBEEK

Ouverture d'un centre de compétences au CPAS

Le centre accueille sur rendez-vous les personnes suivies par le CPAS pour développer leurs compétences sociales et professionnelles.

Le nouveau « centre de compétences Schols » du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean a été inauguré mercredi en présence de la ministre fédérale de l'Intégration sociale, Karine Lalieux (PS), de la bourgmestre Catherine Moureaux (PS) et des autorités du CPAS.

Les services sociaux de la cellule Études, qui accompagne les étudiants bénéficiaires dans leur parcours ; la cellule Facilitateurs de projet et la cellule Emploi, qui permet aux chercheurs d'emploi d'être épaulés, seront maintenant regroupées dans le nouveau bâtiment.

Des séances collectives d'information sur les parcours de formations possibles vers des métiers en pénurie seront proposées. Des cours pour comprendre l'une des deux langues

nationales seront également prévus.

Des accompagnements pour les personnes moins à l'aise avec l'informatique seront dispensés pour réduire la fracture numérique.

SUBSIDES OCTROYÉS

La commune de Molenbeek-Saint-Jean a réussi à obtenir des subsides dans le cadre du programme de Politique de la ville destiné à des projets d'accueil d'un public fragilisé.

« C'est un nouveau départ pour les travaux sociaux et l'ensemble de la population molenbeekoise », s'est félicitée Karine Lalieux. « L'insertion socio-professionnelle est la clé de l'épanouissement de l'ensemble des citoyens. L'insertion c'est l'accompagnement », a-t-elle ajouté.

Le projet a débuté en 2014 pour une valeur totale de 5 millions d'euros, subsidié entièrement par le fédéral. ■

BELGA